PREMIER JOUR DE LA GRÈVE DE L'INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

La démonstration de force

Le mutisme des pouvoirs publics n'a d'égal que la détermination des syndicats autonomes à faire aboutir leurs revendications. A l'exécutif qui ne reconnaît que la Centrale syndicale comme «partenaire social», les syndicats autonomes s'imposent comme un interlocuteur incontournable.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En paralysant le secteur de l'éducation et l'administration, l'intersyndicale de la Fonction publique démontre qu'elle n'a plus rien à prouver en matière de représentativité. Les syndicats qui la composent apportent la preuve que le temps de l'unicité est révolu. Ils font face à des tutelles qui ne leur reconnaissent pourtant pas le statut de représentants des travailleurs, préférant négocier avec une centrale syndicale qui se refuse à faire grève au nom d'un pacte social qui se rapproche plus de la compromission que du compromis.

En optant pour un débrayage de trois jours qui sera couronné par un sit-in des responsables syndicaux devant le Palais du gouvernement, les syndicats entendent mettre devant ses responsabilités le chef du gouvernement. La question de la préservation du pouvoir d'achat dépasse en effet le cadre d'un ministère. Elle engage tout un Etat qui a le devoir d'assurer un minimum de vie décente à ses fonctionnaires. Un Etat totalement tétanisé par une inflation qu'il ne semble pas en mesure de contrôler.

En guise de réponse, l'exécutif s'est contenté d'annoncer des mesures qui n'ont eu aucun effet. Ce n'est certainement pas en subventionnant le prix de la semoule que la question du pouvoir d'achat sera réglée. C'est ce que tentent de faire comprendre le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Conseil autonome national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), le Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (SNPEPM), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et la Coordination des enseignants contractuels algériens (Ceca) regroupés au sein de l'intersyndicale. Ils s'insurgent contre les fausses promesses, les vérités et les contre-vérités.

A ce jeu, les ministres se sont vraiment illustrés depuis plusieurs mois. Chacun y va de sa date pour l'entrée en vigueur de l'hypothétique augmentation des salaires. Une hausse qui reste tributaire de l'adoption des statuts particuliers qui se font sans les principaux concernés. Les syndicalistes écartés de l'élaboration de la grille des salaires exigent aujourd'hui d'être associés aux négociations sur les régimes indemnitaires, seul espoir pour eux d'avoir enfin un salaire décent.

Les échos recensés hier font état d'un large suivi, une victoire à mettre à l'actif des syndicats autonomes.

N. I.

LYCÉE ÉMIR-ABDELKADER D'ALGER

Sur les traces de Redouane Osmane

Dans la grande salle des professeurs, six enseignantes grévistes discutent autour d'une table. Au coin, une ancienne armoire en bois sur laquelle est posé un cadre du regretté Redouane Osmane, l'ancien secrétaire général du Conseil des lycées d'Alger (CLA).

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - «Nous continuerons de lutter en dépit des obstacles. Nous marcherons sur les traces laissées par le défunt Redouane Osmane. Son esprit nous guide même s'il n'est pas là», nous lance, d'emblée, une enseignante de philosophie en grève. Deux mois après sa disparition, le souvenir de l'ancien secrétaire général du CLA est encore vivace dans la mémoire de ses compagnons de lutte qui ont hérité de son combat syndical. Hier, au lycée Emir-Abdelkader de Bab-El-Oued, il n'y avait ni banderoles, ni slogans, ni piquet de grève. Et rien ne laissait deviner qu'un mouvement de débrayage s'y tenait au regard du calme qui régnait dans les couloirs de l'établissement. Pourtant, l'appel de l'Intersyndicale de la Fonction publique a bel et bien trouvé un écho auprès des enseignants de l'un des plus grands lycées du pays.

Chose que nous confirmerons aisément d'ailleurs auprès de plusieurs lycéens que nous avons interrogés à la sortie des classes. Ces derniers nous ont unanimement affirmé tout que «certains cours n'ont pas été dispensés». «Nous n'avons pas été libérés mais gardés en salle de cours en permanence. Nous en avons profité pour réviser», nous dira une lycéenne en 2e année lettres. Mais pour Madame la proviseur, Fatma-Zohra Mansouri, «le mouvement de grève n'a pas perturbé le déroulement des cours».

«Sur 68 enseignants programmés pour la journée d'aujourd'hui (hier, ndlr), seule une quinzaine a fait grève», soutient-elle en précisant que «les lycéens n'ayant pas eu cours ont été immédiatement pris en charge par les adjoints de classe au niveau de la bibliothèque et de la médiathèque du lycée». «Ceux des classes d'examen touchées par ce mouvement de grève bénéficieront de séances de rattrapage», rassure encore la directrice du lycée qui confirme l'appartenance de tous les enseignants grévistes au CLA. Lequel avec l'Unpef et l'UGTA représentent les trois syndicats de travailleurs du lycée Emir-Abdelkader. Ecartant toute sanction à l'encontre des enseignants grévistes du fait que «le droit à la grève est garanti par la Constitution», Fatma-Zohra Mansouri tient néanmoins à souligner que «ces trois jours de grève seront considérés comme des absences».

Les grévistes risquent donc une défalcation sur leur salaire mensuel. Une sanction que n'appréhendent pas outre mesure les concernés. «Si nous ne luttons pas dès aujourd'hui pour nos droits, nous allons devoir attendre encore très longtemps avant que nos revendications soient satisfaites», répond une enseignante de mathématiques pour qui «la grève est une réussite». «Nous sommes 28 enseignants en grève et l'important est que notre message soit arrivé aux pouvoirs publics».

L. M.

LES ENSEIGNANTS ET LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION Y ONT ADHÉRÉ

Le débrayage largement suivi à l'USTHB

L'université des sciences et de la technologie de Bab Ezzouar a été paralysée hier suite à l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale de la Fonction publique. Aussi bien les enseignants que le personnel de l'administration de cette université ont suivi le mot d'ordre de grève de trois jours.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'USTHB a connu hier dès le début de la matinée une atmosphère particulière. Les enseignants qui ont répondu à l'appel de la coordination nationale des sections Cnes, qui regroupe dix-neuf sections, se sont rassemblés pour un piquet de grève devant le département biologie. Les étudiants pour leur part commentaient l'événement rassemblés au niveau des espaces verts ou devant les amphithéâtres. M. Djadoune représentant du Cnes, précisera à cet effet que le mouvement de protestation a été suivi à près de 80%. Le syndicaliste précisera en outre que, si les enseignants de l'ancien système suivent actuellement leurs cours, ceux du nouveau système ou LMD sont en période d'examen. «Cela a fait que certains examens ont dû être annulés», explique M. Djadoune précisant en outre que des cours n'ont pu avoir lieu du fait que des salles étaient fermées en raison de la grève du personnel de l'administration de l'USTHB. «Le Cnes est solidaire avec le mouvement de protestation, et ici à l'USTHB nous avons comme habitude de voter les mouvements de grève. Cette fois-ci nous n'avons pas eu le temps de procéder au vote, malgré cela les enseignants ont largement répondu à l'appel du syndicat. Pour leur part, les personnels de l'administration de l'USTHB, répondant à l'appel du Snapap, s'est rassemblé devant le département génie-civil. Ils ont entamé par la suite une marche symbolique en direction du siège du rectorat. Les grévistes ont remis une plateforme de revendications au recteur de l'USTHB. Pour rappel, les syndicats autonomes revendiquent la revalorisation des salaires, rejetant en bloc la nouvelle grille des salaires qui, selon les syndicalistes, est loin de répondre aux attentes des travailleurs.

F.-Z. B.

ESPACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE ALTERNATIVE DÉMOCRATIQUE (ESCAD)

Syndicats autonomes, vous n'êtes pas seuls !

Toutes les citoyennes et citoyens épris de justice sociale et défenseurs des libertés démocratiques sont avec vous. Nous soutenons pleinement vos revendications pacifiques légitimes, pour un statut digne, un salaire et un pouvoir d'achat décents. Vous avez su créer un espace de liberté et de dialogue, comme les jeunes lycéens ont su le faire pour une formation de qualité.

Nous nous déclarons solidaires avec votre mouvement dans un contexte politique, économique, social et culturel des plus préoccupants. Votre action est le témoin d'une société civile vivante et bien vivante qui refuse la fatalité et l'abdication.

Alger, le 10 février 2007

Le secrétaire

escad_yahoo.fr

Adhésion mitigée des personnels de l'administration publique

Les entraves et la pression de l'administration à l'encontre des fonctionnaires ne les ont pas empêchés d'adhérer au débrayage. C'est ce qu'a affirmé, hier, au premier jour de grève, le porte-parole du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), Mohamed Hadj Djilani. Il n'a pas manqué d'ajouter que «le mensonge de la grève du 24 février prochain n'a pas déstabilisé les fonctionnaires». Selon les estimations faites par ce syndicat, les fonctionnaires ont adhéré massivement au mouvement de protestation. A Béjaïa, le taux de suivi est de 90%. Au niveau des communes d'Alger, Hadj Djilani a cité celles de Baba Hassen, La Casbah et Dar El Beïda. Il relèvera que les fonctionnaires de la polyclinique de Sidi M'hamed et des cités universitaires de Ben Aknoun ont aussi débrayé.

A l'échelle nationale, le taux de suivi à l'appel de l'intersyndicale des syndicats autonomes de la Fonction publique est de 80%. Notre tournée dans les différentes administrations de la capitale dont la direction des impôts, la daïra ou l'annexe de la commune de Sidi M'hamed n'a pas montré de signes de débrayage. Les fonctionnaires ont vaqué normalement à leurs tâches. Ce qui fera dire à Hadj Djilani, que cela prouve que le Snapap n'est pas seul sur le terrain. «Cela est la preuve de l'existence du pluralisme syndical sur le terrain», a-t-il déclaré.

ENSEIGNANTS DU PARAMÉDICAL

Grève sous pression

«Le taux de suivi par les enseignants du paramédical est de 100%», a affirmé hier, Hadji Smaïn président du Syndical national des enseignants du paramédical. «Ceci, même si la veille, des syndicalistes adhérents à la Fédération de la santé de l'UGTA ont fait une tournée pour que les enseignants ne suivent pas le mot d'ordre», a-t-il relevé.

A l'école de formation paramédicale de la wilaya d'Alger, en fin de matinée, les élèves ont poursuivi normalement les cours. Rencontrés dans l'enceinte de cet établissement, les étudiantes de 1re année en diététique ont relevé que les enseignants ont dispensé leurs cours normalement. A quoi, Hadji Smaïn répondra que seuls les contractuels n'ont pas débrayé.

M. O.